

**Union européenne - Budget de
l'Union européenne : des
propositions inacceptables de la
Commission européenne sur la PAC
- Communiqué de presse du
ministère de l'agriculture et de
l'alimentation
(Paris, 02 mai 2018)**

La Commission vient de publier ses propositions relatives au Cadre financier pluriannuel 2021-2028. Pour compenser le Brexit, et financer les nouvelles priorités, la Commission met sur la table une proposition de réduction de 5% du budget de la Politique agricole commune (PAC), en euros courants. La France ne peut accepter cette proposition, la PAC étant non seulement la politique la plus ancienne et la plus intégrée de la construction européenne, mais surtout une politique porteuse d'enjeux stratégiques de sécurité et de souveraineté pour l'Union européenne.

Pour Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, une telle baisse, drastique, massive et aveugle, est simplement inenvisageable. Elle comporte un risque sans précédent sur la viabilité des exploitations en impactant dangereusement les revenus des agriculteurs pour qui les aides directes constituent un filet de sécurité essentiel. La France ne pourra accepter aucune baisse de revenu direct pour les agriculteurs.

Le gouvernement défend une modernisation et une simplification de la PAC pour protéger les agriculteurs face aux aléas climatiques et à la volatilité des marchés mondiaux, libérer le développement des entreprises agricoles et agroalimentaires et accompagner la transition environnementale.

Dès maintenant, le gouvernement va analyser de manière approfondie ces propositions qui ne constituent que le point de départ des négociations qui vont s'engager au niveau européen.

La France a indiqué qu'elle était prête à un budget européen à vingt-sept en expansion, sous plusieurs conditions : une modernisation des politiques, de nouvelles ressources propres, des conditionnalités dans l'emploi des fonds de solidarité européens et une suppression des rabais sous toutes leurs formes.

Stéphane Travert déclare : "je vais défendre fermement et sans relâche un budget à la hauteur des défis que l'agriculture européenne doit relever. Si nous voulons accompagner la transition de notre agriculture vers des systèmes plus durables, plus résilients et plus performants, si nous voulons répondre aux attentes des consommateurs et plus largement des citoyens, il nous faut préserver le revenu des agriculteurs et donc maintenir un budget de la PAC à la hauteur de cette ambition."

"Je serai donc, avec le gouvernement et le président de la République, pleinement engagé dans les semaines et les mois qui viennent dans la défense d'un budget responsable. Dès aujourd'hui je vais m'entretenir avec mes homologues européens afin d'obtenir la prise en compte dans les équilibres budgétaires européens des enjeux agricoles et alimentaires, qui sont cruciaux."./.

(Source : site Internet du ministère de l'agriculture et de l'alimentation)